

notre militantisme

4^{ème} partie

Le parti, quelle action révolutionnaire ?

Nous avons développé ailleurs, - à commencer par notre texte *Une période de remise en cause (1998)*-, l'idée que la période n'est pas à la construction d'un parti tel qu'il s'était imposé aux révolutionnaires, de toute la planète d'une manière quasi évidente, à partir du succès de la révolution russe d'Octobre 1917, puis dans sa suite, avec les divers événements révolutionnaires des années 1920-1930, jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Avec la fin de cet épisode sanglant qui a remodelé la planète, nous sommes entrés dans une période de stabilisation du capitalisme et de recul des positions et des idées socialistes révolutionnaires, recul qui a longtemps été masqué par le gigantesque écran de fumée du stalinisme, écran d'autant plus épais et trompeur que celui-ci, après avoir été l'ennemi principal et commun des divers blocs capitalistes à l'entrée de la guerre, s'est retrouvé, du fait des circonstances et des retournements dans les rapports de forces, momentanément et paradoxalement dans le camp des impérialistes vainqueurs à l'issue de la seconde guerre mondiale.

L'idée même avec laquelle la masse ouvrière et les masses populaires du monde entier se sont représentées un espoir en une autre société, fondé sur l'admiration de l'URSS, de ses pays satellites d'Europe de l'Est, voire de régimes se disant amis, s'est effondrée, non pas tant du fait de leur contenu réel qui n'a finalement pas vraiment montré sa véritable nature - totalement éloignée d'un idéal socialiste marxiste mais du simple fait qu'ils ont donné l'impression de s'effondrer d'eux-mêmes, et de révéler ainsi une absence de solidité qui leur serait inhérente, tandis que le capitalisme semblait sortir vainqueur sans même avoir eu à user de la force.

Avant cet effondrement qui a lieu au tournant des années 1990, il n'y avait déjà plus depuis longtemps que des groupes ou des groupuscules isolés pour s'adresser aux masses populaires et tenter de leur dire que les partis communistes ou socialistes ne l'étaient pas, que l'idée communiste et socialiste consiste en autre chose. Une partie de ces groupes, se retrouvant seuls à parler socialisme, n'ont pas su résister à cet isolement et ont périclité, tandis que d'autres comme Lutte Ouvrière, ont cherché un refuge en s'enfermant dans un kyste.

L'heure n'est absolument pas à la préparation de la prise du pouvoir, et elle n'est donc pas à la mise en place d'un parti d'insurrection, ni même d'un parti de combat, comme le prétendent et disent vouloir le faire quasiment tous les groupes d'extrême-gauche, en se donnant pour principal critère de réussite dans cet objectif le rôle et l'importance de leur participation soit à des luttes d'ensemble, soit à des luttes isolées, l'objectif implicite et le paradigme étant que le nec plus ultra et l'indice de leur maturation serait qu'ils y jouent un rôle, qu'il s'agisse d'un rôle déclencheur ou mieux encore du rôle dirigeant.

Le paradigme était, et il est toujours, malheureusement, que de la place stratégique que nous pourrions occuper dans une lutte découlerait une transcroissance des idées de ceux qui la mènent, du programme qu'ils souhaitent se donner, de la lutte elle-même qu'ils choisissent de mener, et qu'ainsi nous passerions de luttes de fait isolées ou limitées du point de vue de la

conscience et des objectifs, à une lutte plus générale, à un bouleversement général, puis de là, à une remise en cause de l'ordre social, bref l'ouverture, enfin, d'une voie vers le socialisme que reprendrait enfin à son compte une part de la population dans le cours de sa lutte. Et si cela ne se produit pas, eh bien, ma foi, ce serait au parti révolutionnaire, incarné par tel ou tel groupe du moment, de se charger d'orienter au forceps cette lutte, par le choix des mots d'ordre et des moyens d'action.

Nous écrivions dans notre texte de 1998 qu'il fallait faire un bilan de cette attitude. Que nulle part nous avions observé le début d'une telle évolution, dans aucun des mouvements où des révolutionnaires socialistes avaient pu jouer un rôle ou un autre. Et nous avons alors conclu ainsi : *« aujourd'hui l'essentiel de l'énergie des militants part en activité syndicale, électorale, ou en mouvements divers. Nous ne pourrions utiliser les mouvements, les élections, l'activité syndicale pour démultiplier les idées socialistes, en faire des occasions de les multiplier et d'ouvrir la voie aux combats conscients de classe, qu'à la condition d'avoir suffisamment préparé les consciences, par le travail profond, assidu, de propagande »*.

C'est donc un aspect essentiel de la manière de voir des divers groupes qu'il nous semble nécessaire de remettre en cause. Nous essaierons donc ici de chercher, par diverses voies, des exemples et des idées sur le travail et l'organisation d'un parti se donnant pour but actuel la propagande des idées socialistes.

PARIS 1793, LES SOCIÉTÉS SECTIONNAIRES

Un premier évènement mérite d'être revu ici, pour y analyser la manière dont la population, le petit peuple, s'organise et y fait de la politique : c'est la Révolution française.

La politisation, l'éducation politique du peuple, commence à se faire d'une manière intensive à partir du moment où le Roi a décidé de la convocation des Etats généraux. Des assemblées se tiennent alors dans Paris pour préparer le contenu de ce qui sera transmis aux Etats généraux. Le roi lui-même a défini leur organisation en sections sur la base d'un découpage en 60 districts. Mais c'est une véritable assemblée générale permanente qui se tient alors, et les sections vont progressivement se mettre à faire de la politique par elles-mêmes.

Selon l'historien Albert Soboul, c'est de 4 à 19% des citoyens actifs, selon les sections, qui participent à cette vie politique, un nombre déjà considérable. Tout un pan de la population fait ainsi un apprentissage politique, en se réunissant régulièrement. On y apprend à suivre l'état d'esprit des grands, à deviner leurs craintes, à comprendre et exprimer les aspirations des petits, à les exprimer. Des militants se forment par milliers.

Lorsqu'elle se constitue, la nouvelle Assemblée redécoupe Paris en 48 districts et étend le principe de cette vie politique à toutes les villes du pays. L'idée est donc que la section réunit les citoyens dits « actifs » sur la base d'un même quartier, où les gens se connaissent et se contrôlent. Dans chaque section, on élit, très démocratiquement, le juge de paix, le commissaire de police. L'organe suprême de la section, c'est l'Assemblée. Là, les citoyens se réunissent pour voter.

A côté de cette première forme politique, commence à s'en constituer une autre, le Club, qui réunit plutôt, lui, des individus qui ont un même penchant politique. Les premiers clubs réunissent des députés, des avocats. Mais sous la pression de la politisation qui

s'approfondit, les clubs s'ouvrent plus largement, et essaient. Pour exemple, le Club des Cordeliers, où le droit d'entrée et de cotisation est bas, ce qui permet aux sans-culottes de le fréquenter. Et le club qui jouera un rôle essentiel, central, directeur dans les événements, c'est le Club des Jacobins. Le club parisien fonctionne comme une société mère, qui alimente en contenu politique et en matériel les sociétés affiliées ; en moins de deux ans, elles seront 2400 dans autant de villes et de villages.

Cette vie politique, intense, riche, en prise avec l'actualité et la vie de toute la population, va durer jusque mars 1794 : pendant près de cinq ans d'affilée ! C'est tout à fait considérable, et largement suffisant, dans de telles circonstances, pour permettre un apprentissage, une éducation politique de la population.

Au cours de ces années, la guerre va constituer un tournant radical. Elle est votée en avril 1792, pour répondre à la menace ouverte des rois d'Europe coalisés. Le petit peuple constate alors que l'ancien appareil d'Etat joue la défaite et fait du sabotage systématique. Il se mobilise. Les sections se réunissent plus nombreuses et marquent Paris de leur présence. C'est à ce moment que les composantes les plus populaires, les citoyens dits "passifs", vont imposer leur présence. Dans les manifestations, ils arborent leur simple pantalon, tandis que nobles et riches ont une culotte bouffante nouée au genou et des bas de soie, et font du terme qui les qualifie de sans-culotte une revendication et une fierté. Et ils s'imposent comme tels dans les assemblées.

Ce sont les sections qui se réunissent pour former la Commune, en regroupant trois commissaires par section, et elles décident de ne plus accepter d'ordre que de cette nouvelle Commune insurrectionnelle, le 9 août 1792. Le lendemain, 10 août 1792, ce sont les bataillons des différentes sections qui marchent sur les Tuileries, où se trouve le roi, et vont subir la perte de 600 d'entre eux. Surgissent alors spontanément des Comités révolutionnaires, qui se veulent des organes de défense de la révolution, se donnant pour but de la protéger des complots manigancés ou soutenus par l'Eglise, les nobles. Les Comités révolutionnaires dressent des listes de suspects, mettent sous surveillance, arrêtent.

Louis XVI est condamné à mort et guillotiné le 21 janvier 1793. Mais cette exécution ajoute à la coalition anti-révolutionnaire deux puissances de taille, la Russie et la Grande-Bretagne. Chaque jour de cette terrible année 1793, les sections tiennent une Assemblée générale à 5 heures. Elles poussent la Convention à légaliser, le 21 mars 1793, les comités révolutionnaires, qui se multiplient. Selon Daniel Guérin, il y a jusqu'à 21 000 comités révolutionnaires et 540 000 sans culottes dans ces comités.

Arrêtons-nous ici un moment. Et voyons d'un peu plus près qui sont les sans culottes. Daniel Guérin explique : « *Jacques Roux, Leclerc et Varlet représentaient non les prolétaires modernes, issus de la grande industrie encore embryonnaire à cette époque, mais une masse hétérogène où dominaient les petits-bourgeois et les artisans attachés à la propriété privée... ils ne s'attaquaient qu'à la propriété des agioteurs et des accapareurs, non à la propriété en soi* ».

Breaugh confirme cette image des sans culottes : « *Nous savons néanmoins, écrit-il, qu'issus du menu peuple, les sans-culottes émanent d'une structure sociale essentiellement préindustrielle où l'antagonisme entre employeurs et salariés est moins fort que ceux entre les "petits" et les "grands"* ».

« D'un point de vue sociologique, les sans-culottes forment alors une couche sociale hétérogène qui rassemble ceux qui sont du côté des "petits", donc des plébéiens, c'est-à-dire ceux qui se trouvent dans un état d'indigence économique et d'exclusion politique. Mais il y a aussi une composante de la sans-culotterie qui provient des milieux petits-bourgeois marqués par la pauvreté et l'exclusion politique. En somme, les sans-culottes reflètent la population parisienne : artisans, boutiquiers, rentiers, salariés, domestiques, compagnons, ouvriers, petits patrons, etc. Dès lors, ce n'est pas leur appartenance à une même catégorie sociale qui les unit, mais plutôt le fait de subir la même domination politique et sociale, principalement celle de l'aristocratie mais également celle de la bourgeoisie montante. »

Pour Breugh, « si les sans-culottes sont particulièrement sensibles à la question de l'égalité, cela n'implique pas forcément le désir de répartir également les biens économiques. C'est plutôt que les sans-culottes récusent la croyance aristocratique en une inégalité naturelle entre les hommes (...) Si la bourgeoisie admet que les hommes sont égaux en droit, ouvrant ainsi une brèche dans l'idée d'une nécessaire inégalité naturelle, les sans-culottes, eux, poursuivent cette dynamique jusqu'à son aboutissement politique logique, à savoir une participation égale de tous à la chose publique ».

Le 2 juin 1793, le pouvoir des Girondins, représentant la bourgeoisie la plus modérée, la plus molle également dans la guerre à mener contre le reste de l'Europe, est battu, renversé par la tendance radicale de la bourgeoisie, la Montagne avec pour icône Robespierre. Mais pour cela, il y a eu complicité tacite entre Robespierre et les sections. Celles-ci ont pu former un Comité insurrectionnel le 31 mai 1793. C'est ce comité qui fait sonner le tocsin, fait occuper l'Hôtel de Ville, exige le départ des Girondins. Pour tous ceux qui animent les 48 sections parisiennes, cet événement est la preuve de leur force et de leur importance. Albert Soboul dit ceci des sections : *« Les sans-culottes (...) concevaient la section non seulement comme un organe régulateur de la politique générale (...) mais encore comme un organisme autonome, s'administrant lui-même : la section est souveraine, ses affaires intérieures ne relèvent que de son assemblée générale »* (Soboul, Les Sans-Culottes parisiens).

Dans les mois qui suivent, les sans-culottes vont développer une stratégie pour gagner à eux l'ensemble des sections parisiennes. Au moment du renversement des Girondins, l'on avait pu voir que les sections de l'Ouest étaient contrôlées par des modérés, et que celles du Centre de Paris subissaient leur influence. En trois mois, les sans-culottes les plus radicaux vont travailler à faire basculer ces points faibles. Ils utilisent notamment l'idée de *« permanence »* : *« les assemblées des 48 sections de Paris siègent de manière permanente, c'est-à-dire que les séances ne se lèvent jamais. Le contrôle des sans-culottes dans les sections dépend en grande partie de la composition socio-économique de la section. Plus la section est pauvre, plus les sans-culottes peuvent s'exprimer. Inversement, dans les sections riches, les modérés et autres adversaires politiques des sans-culottes détiennent les rênes du pouvoir local. Conséquemment à la permanence des sections, une décision peut être renversée suivant l'allégeance politique des participants à l'assemblée. Par exemple, un contingent important de partisans de la modération peut faire voter une mesure "modérée" l'après midi, mesure qui est ensuite renversée par un contingent important de sans-culottes arrivé en fin de soirée »* (Breugh). Il suffit donc de se présenter en nombre à une heure tardive, quand les modérés sont moins nombreux, pour casser les décisions qu'ils ont prises, et renouveler les autorités sectionnaires.

Mais le Gouvernement, s'il a bien voulu bénéficier de l'appui et de l'aide des sections et des sans-culottes pour éliminer les Girondins, se méfie de leur force. Un décret du 9 septembre 1793 supprime la « *permanence* » des sections et introduit une indemnité, fixée à quarante sous, pour les participants aux assemblées générales. En fait, à dater de ce mois de septembre 1793, une lutte sourde commence entre le Gouvernement et la base sans-culotte.

Pour la bourgeoisie révolutionnaire, le peuple certes est souverain, mais dans la pratique, il doit absolument déléguer ses pouvoirs à des gens, des mandataires, qui exercent le pouvoir en son nom. Il faut donc lui retirer les organes de pouvoir qu'il s'est construits, en limiter la portée, en vider le contenu le plus tranchant. Nous avons parlé des comités révolutionnaires, constitués au lendemain de la prise des Tuileries. Eh bien, ces comités seront, selon Breugh, intégrés à l'appareil bureaucratique ; un décret du 4 décembre 1793 (14 frimaire) les place sous la tutelle d'un comité du gouvernement, le Comité de Sûreté générale. Les comités révolutionnaires sont transformés en une sorte de « *police d'Etat* » ; ils se mettent à suivre la politique édictée par le Gouvernement révolutionnaire et tentent d'orienter l'action des assemblées générales dans son sens.

Par contre, les sans-culottes résistent bien mieux dans le cadre des sections. Leur réaction au décret qui supprime la permanence est immédiate. La voici, décrite par Breugh : « *Pour contourner le problème de la suppression de la permanence et afin de préserver une capacité d'action politique, les sans-culottes établissent des sociétés populaires d'un genre nouveau : les sociétés sectionnaires. Réunies les jours où les assemblées générales n'ont pas le droit de le faire, elles apparaissent en septembre 1793 et se multiplient dans les différentes sections parisiennes. Pour chacune des quarante-huit sections, il y a une société sectionnaire qui joue le rôle de comité directeur des assemblées générales et oriente l'action des sans-culottes (...)* »

Le rôle des sociétés sectionnaires est d'abord d'instruire politiquement. « *D'une part, les sociétés s'emploient à promouvoir l'éducation de leurs militants par le biais de la lecture à voix haute de publications, des décrets et des discours politiques. D'autre part, elles surveillent les fonctionnaires au moyen de certificats de civisme qu'elles délivrent et procèdent à la vérification de la qualité des " fournitures militaires " . En s'acquittant de cette double mission, les sociétés sectionnaires deviennent rapidement le centre de la vie politique dans les sections. »*

Le gouvernement va tenter diverses manœuvres, avec pour objectif de tenter de reprendre en main les sociétés sectionnaires, par le biais des diverses autorités en lesquelles elle a confiance, comme la municipalité de Paris. La bataille entre Gouvernement et sans-culottes pour le contrôle des sociétés sectionnaires va se jouer également sur le problème de leur composition. Ainsi, les Jacobins vont vouloir que l'adhésion soit ouverte, non pas aux seuls militants sans-culottes qui habitent la région géographique de la section en question, mais à tous les patriotes. Evidemment, cela aurait eu tendance à transformer les sociétés sectionnaires en lieux de pure discussion de principe, sapant ainsi leur capacité d'action révolutionnaire.

A l'inverse, les sections avaient établi de leur côté le principe de l'épuration : il était entendu que l'on se devait d'exclure certains éléments jugés indésirables dans la section comme dans les sociétés sectionnaires. L'objectif étant de mettre un terme à l'influence des nobles et autres adversaires politiques.

Ce principe eut d'ailleurs une double conséquence : d'un côté, l'épuration permit de concentrer l'énergie révolutionnaire dans les sections, de rendre celles-ci vigoureuses, très efficaces. Mais de l'autre, « *le prix à payer pour cette vigueur est le déclin du nombre des adhérents et du retentissement de leur action* » et un relatif isolement par rapport au plus grand nombre (Breugh).

En tout cas, la volonté d'autonomie des sans-culottes a fait que les sociétés sectionnaires sont devenues très puissantes.

« Lieu de rassemblement des composantes du mouvement révolutionnaire populaire, elles prennent la direction et le contrôle du mouvement en se substituant aux assemblées générales qui se transforment en simple instance d'enregistrement des décisions prises par elles. Dans bien des cas, les assemblées générales de section cèdent des pouvoirs aux sociétés sectionnaires, tel l'émission des certificats de civisme, ajoutant ainsi à leur vigueur. De plus, les sociétés sectionnaires finissent par obtenir le pouvoir de rédiger des rapports et des arrêtés, de procéder à des nominations et de prendre les décisions à la place des assemblées générales. » (Breugh).

Et cette puissance des sociétés sectionnaires attise la méfiance et l'hostilité du Gouvernement. Celui-ci va d'une part s'en prendre aux méthodes des sans-culottes, lorsqu'ils dénoncent les suspects avec un zèle qui les discrédite. Il va par ailleurs continuer de fortifier, à son service, les comités révolutionnaires, en donnant le pouvoir de nomination des membres à un organe central, le Comité de salut public.

Il supprime ainsi le droit qu'avaient les sections de choisir et de surveiller leurs représentants auprès de la Commune de Paris. Puis il retire aux assemblées générales le contrôle des comités de surveillance, et leur donne des pouvoirs additionnels au niveau de la police.

Les comités révolutionnaires se renforcent donc, et surtout sont mis sous tutelle d'une organisation centralisée. Un groupe de sans-culottes, les Enragés, rassemblés autour de Jacques Roux, dénonce ce mouvement de centralisation par les institutions étatiques, qui vise à mettre un terme au pouvoir populaire direct.

« Les sans-culottes luttent sur deux fronts, explique Breugh, contre les vestiges de l'Ancien Régime mais aussi contre l'établissement d'un Etat nouveau qui manifeste le désir de dominer les institutions politiques émergentes (des sans culottes). (...) Pour les sans-culottes, c'est au sein du jacobinisme gouvernemental que se loge ce désir naissant de dominer. Mais celui-ci se manifeste également dans une caste dirigeante d'un type nouveau : celle des "grands spécialistes" ».

« Lors de la Révolution française, ce sont ceux que Daniel Guérin appelle les "grands spécialistes" qui, de par leur expertise dans un domaine précis, profitent de la centralisation administrative en cours pour acquérir un pouvoir politique considérable auprès de la bourgeoisie révolutionnaire. Parmi les grands spécialistes au cœur du pouvoir bourgeois, se trouvent notamment : Cambon le spécialiste des finances, Carnot le stratège militaire, Barère aux affaires étrangères et militaires et Jeanbon Saint-André qui s'occupe de la marine. Ces grands spécialistes forment un groupe à part des membres du Gouvernement révolutionnaire plus politiques, tels Robespierre et Saint-Just. (...) "ce furent eux qui eurent effectivement le pouvoir. Ils détiennent, en effet, les leviers de commande essentiels, ceux dont dépendent tous les autres ; et, maîtres de ces leviers, ils purent sans peine imposer à leurs collègues non spécialisés et totalement incompetents en telle ou telle matière les solutions soi-disant techniques, mais, en réalité, éminemment politiques" ».

« Malgré le retournement des grands spécialistes, qui passent du camp des Girondins à celui des Jacobins, ils conservent tout de même de nombreux liens avec le camp des modérés, et ce tout au long de leur engagement avec les jacobins. Le fait que les grands spécialistes échappent à la répression thermidorienne reste fort éloquent. (...) Le propre d'un spécialiste de l'administration publique est d'appliquer le principe de l'efficacité aux solutions proposées par le pouvoir politique. »

Après ce long travail de sape, ce sera le 13 mars 1794 l'arrestation de Hébert sous la fausse accusation de conspiration avec des agents de l'étranger, et l'exécution des Hébertistes le 24 mars, qui signent la fin du pouvoir populaire. Les sans-culottes, désemparés, ne réagissent pas. Ils ont toujours vécu politiquement en cherchant à pousser d'autres fractions politiques, dans le monde bourgeois. Les Jacobins, seuls au pouvoir, ayant indiqué qu'ils ne tiennent plus à être aidés par le mouvement populaire, celui-ci n'a plus personne sur qui agir. Il faudra attendre une autre période pour qu'émerge l'idée de la possibilité de se diriger et agir seuls.

Quoi qu'il en soit, l'on a vu ici le rôle et l'importance de ce mouvement populaire dans les événements révolutionnaires. Nous ne savons pas grand chose sur l'existence ou pas d'une préparation, d'une forme d'apprentissage, de mûrissement des idées politiques au sein de ce petit peuple au cours des années qui ont précédé 1789. Mais l'on a pu voir au moins que son apprentissage politique a été constant, tout au long des événements révolutionnaires.

Les sans culottes ont su récupérer une forme d'organisation au départ octroyée et contrôlée par le roi, il ont su en faire leur mode d'organisation politique, puis la préserver des assauts répétés du nouveau pouvoir bourgeois. On retiendra que les sociétés sectionnaires, qui furent peut-être le meilleur de l'organisation populaire, étaient une forme d'organisation qui alliait l'action directe à l'éducation et la formation politique. On peut répéter en conclusion ce qu'en dit Breugh : *« Le rôle des sociétés sectionnaires est essentiellement double : instruire et surveiller. (...) Les sociétés s'emploient à promouvoir l'éducation de leurs militants par le biais de la lecture à voix haute de publications, des décrets et des discours politiques (...) »*

LA COMMUNE DE PARIS ET SA PREPARATION

Si l'on se pose des questions sur l'apprentissage politique parmi la population et s'il a pu précéder, ou pas, la Révolution française, on a au contraire une floraison de données sur la période qui a précédé la Commune de Paris de 1871. Il se trouve que j'ai moi-même rédigé, dans Lutte Ouvrière n° 620, daté du 19 avril 1980, une critique d'un ouvrage centré sur ce sujet, intitulé *« Aux origines de la Commune »* (de Alain Dalotel, Alain Faure et Jean-Claude Freiermuth, Librairie François Maspero, 1980).

Cet ouvrage, selon les auteurs rédigé sur la base de la découverte de sources inédites concernant les réunions publiques parisiennes à la fin du Second Empire, présentait cette hypothèse : *« La Commune n'est pas née des circonstances, la guerre franco-prussienne de 1870, opinion couramment admise, mais bien de l'action révolutionnaire, en particulier du mouvement des réunions publiques dans les années qui l'ont précédée »*. Eh bien, j'avais alors très vivement critiqué ce livre et son hypothèse, allant jusqu'à écrire (*sous la signature d'Hervé Martin*) :

« Mais les auteurs finissent par donner à leur sujet une importance démesurée et se croient obligés d'élaborer toute une théorie selon laquelle "si en 1871, les Communards ont brisé la machine d'Etat (...), c'est grâce à la réflexion qui s'est élaborée dans les réunions publiques ", et de rechercher dans les protagonistes de ces réunions autant de précurseurs de Marx et d'Engels. A l'appui de ces affirmations, des citations pas très précises pour défendre une thèse elle-même un peu fumeuse qui n'ajoute rien à la vérité historique et ne réussit pas mieux à donner une interprétation nouvelle de la Commune, comme les auteurs en avaient, semble-t-il, la prétention ».

Aujourd'hui, je vois dans ces lignes un produit de la formation intellectuelle de LO, la défense de la tradition donc la méfiance de toute nouveauté, mais plus encore le rejet de l'idée selon laquelle la préparation de la population aux idées socialistes serait une base essentielle à la révolution sociale ; car cela remettait en cause le paradigme et la pratique de LO qui, de fait, défend un programme réformiste au quotidien devant la classe ouvrière, et compte, nous l'avons dit en introduction, sur les mouvements, à condition qu'ils atteignent une ampleur suffisante, pour que cette population soit en mesure de devenir sensible aux idées directement socialistes révolutionnaires.

Je vois aujourd'hui d'un tout autre œil ces réunions qui ont précédé la Commune, et je pense qu'effectivement elles ont été indispensables dans le fait que le mouvement a été celui d'une population très vite et dans une forte proportion animé par les idées socialistes et révolutionnaires.

Il y eut de l'ordre de mille réunions publiques dans Paris entre juin 1868 et mai 1870. Ces réunions sont avant tout le fruit de l'initiative des militants socialistes de toutes tendances, qui se lancent dans une opportunité : le Second Empire vieillissant a un problème avec sa classe ouvrière. Les grèves, interdites de longue date, se multiplient. Un courant, à la tête de l'Etat, de peur de perdre tout contrôle, envisage de procéder à une « *intégration progressive de l'organisation ouvrière dans l'Etat impérial et de la classe ouvrière dans la société bourgeoise* » (Dalotel, etc). La loi du 25 mai 1864 efface du Code pénal l'interdiction de la grève, et en soumet la préparation et la conduite à une autorisation de la Préfecture de Police.

La patronat crie sa colère. Mais cette politique va être maintenue. C'est aussi dans ce cadre que l'empereur fait savoir, en février 1866, que l'autorisation de se réunir « *serait donnée à tous ceux qui, en dehors de la politique, voudront délibérer sur leurs intérêts industriels ou commerciaux* ». Et c'est cette loi que les militants vont utiliser.

Dans un premier temps, les sujets traités n'ont rien de subversif, et le public est plutôt bourgeois ou petit-bourgeois ; les bureaux appellent eux-mêmes les orateurs et le public au respect de la loi. Du coup, les commissaires de police présents ont pour consigne d'être « *très réservés dans leurs interventions* ». Mais dès novembre, le ton des discours devient plus grave, de nouvelles salles s'ouvrent, le nombre de réunions passe de 11 en octobre à 23 en novembre, 37 en décembre. A l'approche d'élections, il atteint 117 réunions en mars. Le 10 novembre, le préfet de police alerte : « *Les adeptes de Tridon et de Blanqui ont envahi les réunions, il s'en prépare de nouvelles dans tous les faubourgs et tous les ennemis de l'Empire voient dans les réunions le moyen le plus sûr de dresser les ouvriers et de préparer la révolution* ».

Il est alors décidé d'accompagner chaque commissaire de police d'un sténographe qui notera tout ce qui se dit, sur la base de quoi on pourra procéder à des jugements. De janvier à

juin 1869, 22 procès en correctionnelle voient les juges distribuer 84 mois de prison, 6575 francs d'amende, à 39 inculpés. On dissout des réunions (17 en mars, 15 en avril). En réponse, des réunions se tiennent clandestinement, d'autres annoncent comme sujet officiel des titres comme « *Grandeur et décadence de la crinoline en France* », ou « *L'Art d'élever des lapins et de s'en faire 3 000 francs de rente* ».

Au pouvoir, certains sont très inquiets de la tournure que cela prend. On imagine d'envoyer des flics en civil, de payer des orateurs au service du régime. Mais, selon les auteurs de « *Aux origines de la Commune* », le fond du problème est que le Conseil des ministres ne croit tout simplement pas à un danger réel. Tous ces grands bourgeois sont eux-mêmes avocats, professionnels de la parole, et sont intimement persuadés que seul leur monde éclairé et instruit peut apprécier l'éloquence, la persuasion par la raison. Pour eux, les prolétaires, s'ils discutent de changer les choses, ne sont que des asociaux ou des brigands. Paul de Cassagnac, dans *Le Pays*, parle des lieux de réunions comme de « *maisons de tolérance politique* ».

Pour remplacer les salles de bals directement sous le contrôle de la préfecture et qu'elle peut facilement fermer, rouvrir, désorganisant les réunions, les militants trouvent de nouvelles salles : l'Alcazar, les Folies Bergère et une pléiade de salles dans les faubourgs. Après un recul, dû aux dissolutions, à la répression, les réunions vont retrouver un second souffle dans la période juillet 1869-avril 1870, avec 462 réunions. A partir de décembre 1869, les réunions se retrouvent intimement mêlées aux événements.

Au niveau financier, le succès des réunions bien remplies permet de tenir les autres. Par exemple, une soirée au Grand Salon Poissonnière coûte 200 francs. Celle, électorale, du 30 novembre réunit 1600 personnes. Il y eut donc un bénéfice de 120 francs. Dalotel et son équipe ont recensé 73 salles utilisées, dont 28 dans le centre de Paris, 37 en périphérie et 8 en banlieue, et où il y eut 993 réunions, à 95% dans Paris.

A Belleville, par exemple, les ordres du jour sont les suivants : « *La Commune sociale* », « *Salariat et privilège* », « *Mutualisme et communisme* », « *Socialisme et pauvreté* », « *Affranchissement du travail* ». « *Un autre arrondissement prolétaire (...) se couvrit (...) de réunions : le XIX^e, plus précisément la Villette. A l'occasion des élections, est inaugurée la salle de la Révolution, 128 rue de Crimée, un café-concert qui venait de déposer son bilan. Entre septembre et novembre 1869, on y traita sur 17 séances de " l'association " et des " moyens pratiques du socialisme "».*

LES REUNIONS, UN APPRENTISSAGE DIFFICILE

Il ne faut pas idéaliser ces réunions. Bien des problèmes s'y posent. Mais c'est à travers cette expérience que la population va apprendre aussi bien à s'exprimer qu'à réfléchir. Ainsi *La Marseillaise* du 29 avril 1970 dénonce un président de bureau, « *le citoyen Lafferrière (avocat)* » qui pour faire passer son point de vue et interdire les autres « *a soin de prendre la parole lui-même, de la garder 35 minutes, en soulevant après coup des incidents multiples pour arriver rapidement à la fin de la séance et conclure en dehors de toute opposition possible, suivant ses vues personnelles (...)*».

L'inspecteur Macé, futur chef de la Sûreté, utilise des indicateurs de police. Il dit que, dans les réunions, « *pour avoir du succès, il suffit de parler de progrès, d'égalité, de liberté, de protestation, d'émancipation et surtout du crime du 2 Décembre et de la séparation de l'église et de l'Etat* ». Des aventuriers politiques tentent aussi d'utiliser les réunions. Dalotel mentionne par exemple un certain Budaille : « *l'intrusion de cet aventurier politique dans le mouvement socialiste montre qu'il était possible, en utilisant une phraséologie pseudo-révolutionnaire, d'essayer de tromper le peuple. Et, sans que nous ayons totalement la preuve, il est certain que le pouvoir impérial utilisait les gens de la trempe de Budaille pour qui l'intérêt personnel servait de principe.* » Du coup, des personnes qui n'en sont pas seront parfois accusées d'être des mouchards. Et le gouvernement lui-même tenta de semer le doute, en laissant courir le bruit que Vallès, Briosne, Gaillard, Edouard Roullier avaient été des agents payés par l'Empire.

Ces provocations policières vont servir de prétexte à la bourgeoisie républicaine (Garnier-Pagès, d'Ulbach) pour combattre les réunions publiques. Mais elles seront finalement secondaires au regard du vaste mouvement des réunions. Comme dit Dalotel, « *la seule conclusion que l'on puisse en tirer, c'est que la vigilance populaire est indispensable dans tout mouvement révolutionnaire* ».

Autre difficulté, les réunions doivent commencer par dépasser les comportements frustrés, parfois violents même au sein de la population qui y participe. Un certain nombre d'orateurs ne peuvent, de fait, pas parler. « *Les adversaires du socialisme et de la République sont vigoureusement contrés. Ils ne peuvent profiter d'aucune tolérance. Le 1^{er} Mai, salle Molière, le bonapartiste Millot " ne peut parvenir à se faire écouter ". (...) Ajoutons, nous dit Dalotel, que ce n'est pas toujours sur des critères entièrement politiques que les assemblées empêchent certains orateurs de parler. Paulet (...) accusé d'être trop poli avec les commissaires de police, est accueilli par ces cris rue de Crimée le 30 septembre 1868 : " Va t'asseoir ! Tais ton bec ! Eteint ton gaz ! Tu nous fais mal ! " »*

« *Enfin, il y a un côté " crochet " dans les rapports public / orateurs, explique Dalotel. On écoute plus facilement un beau parleur au timbre sonore, même si le contenu de son intervention n'est pas d'une très grande profondeur, qu'un médiocre orateur plus conséquent qui lit son discours sur un bout de papier ou que l'on n'entend guère. Pierre Denis, le proudhonien qui " vient balbutier à la tribune quelques paroles inintelligibles " salle Molière le 11 novembre 1868, doit en descendre aussitôt.* »

Et puis, il y a un domaine où le mouvement des réunions ne va pas réussir, du moins dans l'immédiat, c'est celui du problème de la femme et de sa place dans la société. Des militantes, Paule Minck, André Léo, Elisa Gagneur, vont tenter de poser le problème, mais elles vont essuyer des échecs très durs. Les hommes sont sur ce point très réactionnaires, rarement prêts à entendre leur discours d'émancipation, bien au contraire. Du coup, elles vont revoir leur langage, le modérer, tenter une approche plus prudente.

Mlle Bosquet veut s'attaquer au mythe d'une relation directe entre travail en usine et prostitution, derrière lequel nombre d'hommes s'abritent pour refuser tout travail à la femme ; elle démontre le lien entre la « *féminité* » voulue et créée par les hommes et le commerce du plaisir : cela fait scandale ! La femme Randier s'en prend directement à l'Internationale et dénonce sa position rétrograde : « *Devons-nous être libres, oui ou non ? (...) L'Association internationale des travailleurs nous confine dans la famille et nous déclare inférieures à l'homme (...) on veut transformer la femme en femme mécanique.* »

Le premier des problèmes sur lequel les réunions et l'état d'esprit de l'époque bloquent, c'est la question du travail des femmes. Bosquet dit de l'attitude du mari envers sa femme : « *Il ne veut pas la laisser s'introduire dans son travail par crainte de la concurrence* ». « *Les violences réactions des hommes présents face à la revendication du " droit au travail " confirment cette opinion* », note Dalotel.

Les adeptes de Proudhon, membres du premier bureau de l'A.I.T. se prononcent contre le travail des femmes, obtenant l'assentiment de l'assemblée. Tarteret, un militant ouvrier, va plus loin et s'inquiète de la revendication des droits politiques chez celles qu'il qualifie d' « *ignorantes* » : « *Si la femme acquérait les droits politiques, elle y perdrait plus qu'elle n'y gagnerait (...)* Je voudrais que nous eussions toujours vingt ans, et elles ne demanderaient pas leur égalité (...) *La femme n'a pas besoin de chaussettes pour vaincre l'homme* ». « *Le salaire de la femme est insuffisant* », « *il y a beaucoup à faire* » dit-il également. Mais il poursuit par : « *Nous oublions souvent que nous devons aide et protection à la femme et qu'elle nous doit obéissance et fidélité (...)* ».

Paule Minck intervient : « *Est-ce donc toute la vie d'une femme, d'élever des enfants ?* » Et l'on entend de tous côtés : « *Oui, oui !* ». Un autre groupe est partisan du travail des femmes. On y trouve des économistes libéraux (Horn), des proudhoniens de gauche, des coopérateurs, et les communistes révolutionnaires.

Les femmes essuient donc de grosses difficultés, ne serait-ce que pour s'exprimer, dans les réunions. Mais cette préparation va se concrétiser par une avancée considérable dans les événements même de la Commune, où elles vont jouer leur rôle à égalité avec les hommes dans tous les domaines de l'action à la base.

D'une manière plus générale, toutes ces difficultés, inévitables, que rencontre le mouvement des réunions, ne font que traduire tout simplement le point et le degré de conscience d'où part le mouvement à un moment donné. Cela ne l'empêchera pas de se développer, de mûrir et de germer, quelques mois plus tard, dans le feu des événements.

Dalotel n'est pas arrivé à obtenir un chiffre global. Mais on sait que, si certains jours il n'y a aucune réunion, le 3 mai 1869, par exemple, 7 salles sont occupées : la salle Molière (contenance 800 personnes) ; la Redoute (contenance 1500 à 2000 personnes) ; la Belle-Moisseuse (3000 à 3500) ; la Jeune Gaule (800 places assises), la salle Robert (bal) et les Folies-Beleville (contenance 3000 à 4000 personnes). En banlieue, à Saint-Denis, 2000 personnes peuplent la salle Morand pour une réunion sur « *Le Progrès dans l'égalité des châtiments* ». Le 12 mai, la préfecture de Police, inquiète, compte 23 200 personnes dans 18 réunions électorales, précisant que « *le nombre des électeurs qui n'ont pu trouver place était deux fois égal à celui des admissions* », soit au total 70 000 personnes qui ont voulu venir à ces réunions en une seule soirée.

« *On assiste à un véritable détournement de la loi du 6 juin, nous dit Dalotel et son équipe. En effet, les socialistes parisiens se transformèrent en organisateurs de réunions publiques : " proudhoniens de gauche ", collectivistes, blanquistes, syndicalistes révolutionnaires s'emparèrent de la loi pour se créer une tribune : la grande majorité des réunions dont parlent nos documents expriment leurs idées. Pendant près de deux ans, malgré les avertissements des commissaires, les dissolutions et les procès, le socialisme se développa et fit courir les foules* ».

« Le public des réunions fut en effet toujours composé en bonne partie d'ouvriers, c'était à eux que les organisateurs s'adressaient d'abord, et dans certaines salles ils formaient toute l'assistance. Or que ne cessèrent de répéter les orateurs, de plus en plus ouvertement et avec de plus en plus de violence ? Le régime impérial doit être renversé, non pas seulement parce qu'il est une dictature politique, mais bien parce qu'il représente le pouvoir de la bourgeoisie ; la lutte politique est la prolongement nécessaire et naturel de la lutte corporative. Les réunions eurent pour effet fondamental de rendre familière, bien avant le fait, l'idée d'une Commune sociale. »

LA PRISE DE PAROLE, UNE PREMIERE PRISE DE POUVOIR

La réunion publique n'est pas seulement un endroit où l'on écoute passivement. C'est aussi un endroit où le peuple commence, en prenant la parole, à prendre lui-même un pouvoir : *« le propos des révolutionnaires (...) consiste à transformer les réunions publiques en un mouvement ayant pour but la destruction de la société bourgeoise. Pour eux, le peuple doit prendre le pouvoir et il doit en premier lieu le prendre dans les réunions publiques. (Dalotel) »*

Rappelons ici notre souci, à L'Ouvrier, d'aller jusque dans le moindre détail de la préparation d'une réunion quand elle s'adresse et s'ouvre aux plus opprimés, à ce que nous appelons la masse ouvrière, avec l'objectif de permettre que les gens puissent prendre la parole, de manière que la réunion devienne leur réunion. Nous allons jusqu'à donner des consignes aux participants habituels, de ne pas parler en premier, de ne pas parler longtemps, de ne pas utiliser un langage trop étranger, de s'adresser à ceux que nous invitons, de prendre le temps de leur expliquer ce qui peut leur être nouveau, qu'il s'agisse des faits, des idées, ou de nos propres conventions, etc.

L'on peut même penser qu'à notre époque, le premier moyen par lequel la société bourgeoise toute entière maintient le prolétariat, la masse ouvrière, à l'écart de la vie politique, et en situation de soumission morale, c'est par le fait que cette classe n'a pas accès aux réunions, syndicats, associations, parents d'élèves, etc. Partout, au contraire, l'attitude des petits bourgeois, de même que celle de l'aristocratie ouvrière, est de les impressionner par leur facilité de parler, d'occuper le temps de parole, de ne jamais les inviter à s'exprimer en les mettant à l'aise, de ne pas tenir compte de leur expression quand elle a lieu, toutes choses qui aboutissent à faire renoncer ceux qui avaient fait le pas de venir et de vouloir participer à la vie collective.

Ce souci de la participation des gens simples et nouveaux à la politique dans le cadre des réunions, on en trouve une trace. Le journal *Le Rappel* du 2 janvier 1869 écrit ainsi : *« Un symptôme excellent se manifeste depuis quelque temps dans les réunions publiques voisines des boulevards extérieurs : non seulement les travailleurs y assistent, mais encore ils commencent à aborder la tribune, et plusieurs avec autant et plus de succès que bien des orateurs habituels de ces réunions. Dans la question de l'instruction et de l'éducation, par exemple, les citoyens Moreau, Jouannin et autres ont fait preuve d'un véritable talent »*.

De ce point de vue, les réunions de ces années 1869 1870 semblent avoir atteint l'objectif qui devrait être celui des révolutionnaires. On en a une trace du fait des condamnations pour délit de parole dans les réunions. *« Ce qui frappe, dit Dalotel, c'est le*

grand nombre d'ouvriers condamnés pour fait de parole : il reste entendu que les habitués du discours (avocats, journalistes, hommes de lettres, étudiants, professeurs) se taillent une part honorable des condamnations (2/5), mais il n'en reste pas moins que les prolétaires leur tiennent la dragée haute, indiquant bien que les réunions publiques traduisent l'intervention des masses et non pas de leurs seuls tuteurs, puisque l'on peut dénombrer un taux équivalent de condamnés ouvriers (2/5) (...) »

Voici les professions et l'appartenance politique de personnes ayant subi ces condamnations, (en les prenant dans l'ordre alphabétique de leur nom, pages 94-95 du livre de Dalotel) : chapelier (jacobin, A.I.T.), employé à la compagnie parisienne du gaz (blanquiste), libraire-papetier (blanquiste), feuillagiste (mutuelliste), avocat-journaliste (républicain radical), instituteur (arriviste), homme de lettres (proche blanquiste), employé (blanquiste), journaliste (jacobin), fondateur en fer (blanquiste A.I.T.), avocat au tribunal de commerce (jacobin), employé ou comptable (blanquiste), homme de lettres (blanquiste), ouvrier tourneur (sans appartenance), ébéniste (blanquiste), cordonnier (communiste), ouvrier serrurier (socialiste-révolutionnaire), sculpteur sur bois (blanquiste), etc.

Dalotel poursuit : *« Mis à l'aise par la propagande en leur faveur des révolutionnaires, dont beaucoup sont des leurs (citons au hasard le blanquiste Genton), les travailleurs perdent tout à fait leur timidité initiale. "Une remarque à faire, écrit un reporter du Rappel (numéro du 12 mai 1869) à propos d'une réunion aux Folies-Belleville, c'est que la plupart des orateurs qui sont des ouvriers disent fort bien ce qu'ils veulent dire et n'éprouvent aucun embarras ».*

Le 18 septembre 1869, une première se produit. Alors que le commissaire de police vient de prononcer la dissolution, Lefrançais qui est président de la réunion déclare : *« Nous sommes dans un moment solennel (...), nous allons accomplir un acte viril. Je déclare que nous allons continuer la séance malgré la dissolution. Cette déclaration fut accueillie par des applaudissements frénétiques. Lefrançais, ayant alors affirmé ce qu'il croyait être son droit, leva lui-même la séance ».* *« Désormais, écrit Dalotel, les présidents n'hésiteront plus à passer outre les ordres du commissaire et maintiendront les séances dissoutes. Il faut de plus en plus l'intervention des sergents de ville pour évacuer par la force les réunions ».*

UNE PROPAGANDE QUI REMET EN CAUSE D'ABORD LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME

Dalotel et son équipe ont été frappés par un point quant au contenu apporté par les militants dans les réunions, *« c'est l'importance qu'y prend l'analyse de la société française ».* De même, un document important sur *« Les réunions publiques à Paris »*, rédigé sous l'autorité du Préfet de Police après la Commune, en 1875, (codé NA 155 à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris) à partir des comptes rendus policiers, indique que c'est *« la société sociale actuelle »* qui était la cible principale.

Varlin parle de la *« société vermoulue »*, pour Moreau, c'est *« une vieille organisation qui s'écroule »*, et Broisne parle d'un *« édifice vermoulu qui craque de toute part »*. Laviolette déclare : *« La société s'écroule corrompue ; si vous ne la soutenez pas, elle tombera ».*

« Aujourd'hui, constate Lucipia, nous n'avons plus d'esclave (...) La Révolution les a fait disparaître pour en faire des citoyens, mais les citoyens sont encore obligés de nourrir une classe bourgeoise qui les exploite et les ronge ». Beaufile explique que *« l'ouvrier devient*

un individu propre à être exploité ». Selon Dalotel, si en 1871 l'on verra, sous la pression de la guerre et de l'encerclement de Paris par l'armée allemande, une montée du sentiment national et une régression du discours de classe, il n'en est pas de même en ces années de la fin de l'Empire, et « *la critique sociale des réunions publiques est alors réellement révolutionnaire.* »

On dénonce la « *bourgeoisie* », « *toute-puissante dans l'ordre social* », et qui selon Bachery « *a la propriété du sol, la jouissance du capital et du crédit* », « *cette pieuvre qui me suce* », nous dit Rouiller, dont il faut se débarrasser par « *un second 89* ». Millière « *dit que le peuple avait deux ennemis : l'Empire et la bourgeoisie* ».

Dans une réunion qui a pour ordre du jour « *Le peuple, ce qu'il a été, ce qu'il est et ce qu'il doit être au point de vue social* », la militante Paule Minck, avec d'autres, essaye d'analyser les causes de sa décadence, de son atonie inexplicable, de son sommeil léthargique. Il y a le fait qu'il a été la victime des journées de juin 1848, puis du 2 décembre 1851. Pour Paule Minck, le peuple est « *écrasé sous le pouvoir d'un bonhomme quelconque* », l'empereur. Tous les orateurs dénoncent l'œuvre d'abrutissement du peuple par le régime. Paulet parle de « *l'abjection* » dans laquelle les curés maintiennent le peuple, Fayet dit qu'on assassine « *l'intelligence du peuple* ». Flourens demande d'inscrire l'instruction du peuple à l'ordre du jour.

De nombreuses réunions ont pour sujet spécifique le monde ouvrier et ses problèmes. Voici quelques ordres du jour de réunions : « *L'Ouvrier dans la société* », « *La situation économique et sociale de la classe ouvrière* », « *La législation dans ses rapports avec la classe ouvrière* ». D'autres sont centrées sur l'appauvrissement populaire : Rue de la Gaîté, « *Salariat et paupérisme* » ; aux Folies-Belleville, « *Socialisme et paupérisme* » ; à Puteaux « *Le paupérisme et les moyens pratiques de le combattre* » ; à Suresnes, « *Le paupérisme et la propriété* ».

Tous les courants sont d'accord sur un ennemi commun, l'Eglise. « *L'Eglise était liée à l'Empire dès sa naissance et elle était un de ses meilleurs soutiens, indique Dalotel, aussi ne faut-il pas s'étonner de la véhémence anticléricale de certaines réunions* ». Mais il y a, sans doute aussi l'idée, présente chez tous les militants, mais aussi parmi la population, que l'Eglise est le pilier de l'arriération, qu'elle est un frein à son besoin de savoir et de comprendre. « *Les attaques contre l'enseignement religieux sont particulièrement vives de la part des blanquistes, très attachés à la libre pensée : c'est souvent Raoul Rigault qui monte en première ligne : " Nous ne voulons plus des castes que fait l'instruction supérieure. Nous ne voulons plus de l'instruction donnée par les cléricaux qui ne fait que conduire les peuples à la décadence "* ».

De même Moreau explique : « *On nous dit que nous ne voulons pas de la liberté, parce que nous voulons détruire tous les sophismes. Nous ne voulons pas de la liberté des cultes, parce que c'est la liberté de mentir. (Applaudissements) Nous ne voulons pas de la liberté de l'enseignement, parce que c'est la continuation des préjugés de toute sorte. (Applaudissements)* ».

Pichon : « *L'enseignement national obligatoire permettra de former des hommes cuirassés, par une instruction scientifique, contre le système religieux, capables de reconquérir leurs droits quand on les leur a volés* ». Les blanquistes mènent un combat systématique en faveur des idées matérialistes ; Rigault, Peyrouton, Marchand, Moreau

prêchent l'union libre ou le mariage civil, l'enseignement laïc, la suppression du budget du culte, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ou même l'abolition de la religion et du clergé.

Le problème de l'armée est également abordé par les réunions. D'une part, on critique et on analyse ce qu'elle représente aux mains du pouvoir, de l'autre, on prend la défense du soldat. Pour Duval, « *l'armée permanente n'a pas de raison d'être, sauf quand la patrie est menacée (...) cette permanence est antisociale au point de vue moral, matériel et intellectuel. Au point de vue moral, la vie de caserne, ayant pour règle l'obéissance passive, ne pousse pas beaucoup à avoir du courage pour le travail à venir. Au point de vue intellectuel, le soldat qui a fait son congé est devenu une machine à obéir* ». Un compte rendu de police indique que « *Pichon (...) montra l'armée plutôt faite pour défendre l'Empire contre le peuple que la France contre l'ennemi* » (Belleville, février 1869).

Les réunions vont se livrer à une véritable campagne à destination de l'armée, en 1870, avec une rubrique tenue par Flourens dans *La Marseillaise*. On réclame des droits pour les soldats. On rappelle que celui qui est sous l'uniforme ne doit pas oublier son origine de classe. Au 190 rue de Choisy, Serizier « *parle des soldats considérés comme des travailleurs* ». « *Parlant ensuite des prolétaires de l'armée, dit le rapport de police, il explique qu'ils sont solidaires de ceux de l'atelier et des champs et qu'un jour tous se traiteront en frères* ». De son côté, Lissagaray va se retrouver devant le tribunal correctionnel pour avoir dit : « *Les soldats doivent savoir qu'ils sont nos frères, qu'ils ne sont pas toujours tenus d'obéir aux caporaux, sergents et officiers, que dans certains cas ils doivent lever en l'air la crosse de leurs fusils* ». Un discours du ministre de la guerre indique que, « *vers le mois de septembre, je fus informé par des rapports réguliers qu'une douzaine de militaires suivaient les réunions publiques* ».

Un certain nombre des orateurs des réunions se retrouveront comme commandants de bataillons sous le siège, comme Avrial (66^{ème} bataillon), Flourens (5 bataillons de Belleville), Granger (159^{ème}), Jaclard (158^{ème}), Millière (208^{ème}), Passedouet (193^{ème}), Ranvier (141^{ème}), Varlin (193^{ème}) ; et plus tard seront chefs de légion sous la Commune : Duval (XIII^{ème} arrondissement), Flourens (XX^{ème}), Jaclard (XVIII^{ème}), Passedouet (XIX^{ème}), et même généraux de la Commune (Duval et Flourens).

UN ALLIAGE DES IDEES ET DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES

Les réunions ne sont pas seulement un lieu essentiel pour la population où elle se forge une opinion, apprend à réfléchir et à penser politique. Les réunions obligent également les militants eux-mêmes à repenser leurs idées, à les modifier sur certains points, au contact des autres courants et devant la population. « *La lutte des classes passe aussi à l'intérieur de l'Internationale, écrit à ce propos Dalotel, et c'est en se rapprochant d'un courant révolutionnaire que les " communistes " (selon le mot d'Héligon) pourront s'exprimer et former un courant de masse. Cette fusion se fera dans les derniers mois de l'Empire, précipitée peut-être par la répression – procès de Blois et troisième procès de l'Internationale -, au cours de réunions qui sont autant de creusets révolutionnaires* ». « *En fait, précise Dalotel au sujet des différents courants qui traversent les réunions politiques, ces courants se chevauchent, s'entrecroisent, et c'est dans le mouvement des réunions publiques que l'on saisit peut-être le mieux cette réalité mouvante, complexe.* »

Ainsi, la salle des Folies-Belleville « présente l'exemple d'un creuset où des courants jacobins et blanquistes ont fusionné en alternant leur importance. C'est aussi une salle qui offre un double aspect local et parisien à la fois, puisque les orateurs "locaux" (Bologne, Flourens, Lissagaray entre autres) y jouent un rôle important et draine tout ce que Paris compte de révolutionnaires. Un grand absent cependant : l'A.I.T... »

Il semble donc que les réunions sont le lieu et le moyen par lequel les courants différents du mouvement ouvrier vont sortir d'un « sectarisme » et en tout cas d'une situation d'émiettement, d'absence de liens, et qu'ils vont apprendre à travailler ensemble, par delà leurs différences, forgeant ainsi ce que Dalotel nomme une « fusion » du mouvement révolutionnaire. « Nous faut-il rappeler, dit-il, que Duval, Jaclard, Serizier, d'autres encore sont des militants ouvriers révolutionnaires ? Varlin n'est-il qu'un pur militant ouvrier ? En fait, il y a bien fusion de ces différentes tendances. Ce phénomène coïncide avec la radicalisation de l'Internationale qui, depuis le Congrès de Bâle de septembre 1869, a opté pour la propriété collective de la terre. Les proudhoniens n'ont plus le contrôle total de l'Internationale, et on peut observer des transformations à travers les réunions publiques. »

Enfin, et ce point n'est pas le moins important, c'est dans ces réunions, en se confrontant à ses diverses composantes et à la population, que le mouvement révolutionnaire va se débarrasser de sa tendance à jouer à la révolution à tout moment, tendance que nous avons dénoncée en introduction, en parlant des révolutionnaires actuels dont les organisations jouent en permanence au parti.

« La salle qui reste le modèle des creusets révolutionnaires et qui éclipse toutes les autres à partir du début 1870, nous dit Dalotel, est la salle de La Marseillaise, qui prolonge le journal de Rochefort. Une lettre de Varlin nous dit comment ont été conçus ces outils révolutionnaires, le journal et la salle : “Pour vous faire connaître plus complètement encore l'esprit des fondateurs, je crois vous dire que dans nos réunions nous avons été presque unanimes à reconnaître que nous n'étions pas prêts pour la révolution (c'est nous qui soulignons ce que dit Varlin) ; qu'il nous fallait encore un an, deux ans peut-être de propagande active par le journal, les réunions publiques et privées, et l'organisation de sociétés ouvrières, pour arriver à être maîtres de la situation et être assurés que la révolution ne nous échappera pas au profit des républicains non socialistes (...)

Ce passage est crucial, A nos yeux. On y voit qu'une étape essentielle, pour le rapprochement des révolutionnaires avec la population et le monde ouvrier, est de savoir reconnaître ses insuffisances, ses incapacités. Et sur quoi les révolutionnaires qui feront la révolution sociale jugent-ils le degré de préparation ou d'impréparation, à en lire Vallès ? Pas sur la capacité à diriger les luttes, pas non plus sur l'idée d'une nécessaire extension ou généralisation. Le problème n'est pas là, il est tout entier sur le plan des idées, de la propagande, de l'influence des idées socialistes, celles qui mettent en cause la société dans son ensemble, auprès de la population.

Nous l'avons expliqué plus haut. Nous pensons que les révolutionnaires actuels, en voulant mettre encore et toujours en avant la maîtrise des luttes, ne sont que les descendants d'une époque maintenant révolue, celle où l'existence d'une révolution russe d'Octobre 1917, encore vivante, même partiellement, même rapidement défigurée, avait, aux quatre coins du monde, fait surgir cette volonté de la défendre, de la reprendre, de la relayer. Cette époque est révolue. L'accès à la masse ouvrière passe, un peu comme dans les années 1860, par la conquête des têtes et des pensées.

C'est par les idées socialistes pleines et entières que le combat est donc mené. « *Cette salle de la Marseillaise, conclut Dalotel, est bien ce creuset où viennent se fondre internationaux, blanquistes, jacobins révolutionnaires, ouvriers en grève. Dans les tout derniers moments de l'Empire, c'est ici que tous les courants du socialisme révolutionnaire se rencontrent pour porter les ultimes coups de bélier à un Empire de plus en plus chancelant.* »

On voit que les révolutionnaires socialistes trouvent le moyen de former une sorte d'« *alliage* », au sens métallurgique du terme : un alliage est un mélange intime de deux ou plusieurs métaux, obtenu par élévation de température ; les métaux qui le composent y restent, en fait, et ne sont pas fondus au sens d'un changement de nature du fait du mélange. Par contre, la structure nouvelle, qui les allie, qui les relie de manière intime, fraternelle pourrait-on dire, cette structure crée des propriétés nouvelles, que ne possède pas chacun des métaux d'origine. Chaque parti peut donc à la fois se retrouver avec lui-même, s'il en éprouve le besoin, pour réfléchir, décider, s'orienter ; cela ne l'empêche pas d'agir d'une manière coordonnée avec les autres.

C'est de cette manière que les Communards, on le sait, pratiqueront durant les mois de la Commune de Paris. Eh bien, nous pensons qu'ils ont trouvé là une méthode, un principe qui devraient nous servir d'exemple, à commencer par les relations à établir entre groupes politiques actuels. On notera au passage qu'aucun parti ne semble prétendre ni à tout diriger et encore moins à être le seul légitime. Et l'on ne met pas non plus en avant cette idée qui traîne depuis Mai 1968 selon laquelle il est indispensable de nous regrouper dans un même parti pour permettre de former une action efficace.

Dans la salle de la Marseillaise, mais aussi salle Molière, salle Robert, au 190 avenue de Choisy, dans la salle Chupot, tous « *ces foyers révolutionnaires ont été un lieu d'échanges fructueux entre militants de divers horizons : blanquistes, internationaux, jacobins révolutionnaires se sont maintes fois rencontrés, ont appris à se connaître, à s'apprécier... ou à se haïr. De la, sans doute, la facilité avec laquelle, dès le 5 septembre, des comités de vigilance pourront se créer puis se coordonner en un Comité central des vingt arrondissements* » (Dalotel).

LA PLEBE A L'ASSAUT DE PARIS, CAPITALE DU MONDE

Breaugh, l'auteur de *L'expérience plébéienne, une histoire discontinuée de la liberté politique*, analyse aussi très longuement la Commune de Paris. Son langage, on l'avait vu, est différent, mais il rejoint Dalotel quant à l'importance du mouvement des réunions qui a précédé les événements de 1871. Pour Breaugh donc, « *la période qui précède la mise en place de la Commune de Paris est particulièrement effervescente sur le plan politique et révolutionnaire. Rétrospectivement, il est possible de considérer celle-ci comme étant une étape d'apprentissage politique pour le mouvement communaliste. Cette formation sera décisive, car les forces communalistes apprennent à travailler de manière concertée pour mettre en avant leur projet politique.* »

Grâce à la légalisation des réunions politiques instaurée par Napoléon III, les multiples opposants au règne de la bourgeoisie peuvent se rencontrer et se faire connaître auprès d'un public qui déborde le seul cadre des militants politiques. Les partisans d'Auguste Blanqui par exemple s'illustrent par leur talent oratoire et par leur capacité d'attirer la

sympathie des étudiants et des travailleurs parisiens. L'Association internationale des travailleurs (AIT), fondée en 1864, participe également à la préparation à la Commune de 1871. »

L'idée qu'il faut mettre surveillance ceux qui nous dominent, que nous avons vue chez les sans-culottes de la Révolution française, nous la retrouvons à la naissance des événements qui mènent à la Commune de 1871. Ainsi est constitué en septembre 1870 le *Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris*, dit plus brièvement *Comité central*. Pour chaque arrondissement, il incite à la création d'un Comité de vigilance. Le *Comité central*, fondé à l'initiative de militants issus de l'Internationale, trouve des adhérents dans plusieurs comités et dans des groupes politiques d'opposition de la capitale. Le *Comité central* se donne pour tâche de coordonner les efforts pour l'ensemble de la ville. Il s'agit de défendre à la fois la ville et la République.

Gustave Lefrançais décrit les responsabilités de ces nouvelles instances politiques plébiennes, pour utiliser le langage de Breugh : « *Les vingt comités de vigilance seront (...) des espèces de municipalités révolutionnaires, recueillant tous les renseignements possibles sur la marche des administrations officielles pour en signaler le véritable caractère à un comité central composé des délégués qu'ils y enverront. Le comité central, à son tour, sera chargé de coordonner toute action ayant pour but de s'opposer aux menées réactionnaires de l'Hôtel de Ville ou de les dénoncer à la population parisienne* ».

Le 31 octobre 1870, une première insurrection spontanée des Parisiens s'affronte au gouvernement de Défense nationale. Lefrançais, Flourens, Blanqui, membres du *Comité central*, proposent de marcher sur l'Hôtel de Ville. Là, ils exigent que soient tenues des élections pour l'établissement d'une Commune à Paris. Simultanément, les comités de vigilance assaillent une dizaine de mairies d'arrondissement.

Mais le général Trochu, président du gouvernement, use d'un stratagème ; il fait mine d'accepter, ordonne que des élections soient tenues, mais ne les autorisera que pour renouveler les mairies d'arrondissement. En attendant, il profite de la naïveté des révolutionnaires, qui croient l'affaire gagnée, et il arrête les acteurs de l'insurrection du 31 octobre, dont Blanqui, Lefrançais, Pyat et Vallès. Le vote donnera 322 000 Parisiens pour le gouvernement, 54 000 seulement contre.

Les militants mais aussi la population qui les entoure et les côtoie depuis les mois et les années qui ont précédé ces événements, vont tirer les leçons de ces échecs. « *Des réunions fermées et secrètes sont organisées pour déjouer les forces de l'ordre ; les révolutionnaires s'appuient davantage sur ces activités clandestines que sur les réunions publiques. Depuis le 31 octobre, la conception de la Commune à instaurer s'est également modifiée. Les révolutionnaires luttent maintenant pour une Commune révolutionnaire c'est-à-dire issue, non pas du suffrage populaire, mais des clubs et des comités parisiens. Le rôle des blanquistes dans cette évolution est décisif, car ils réussissent à convaincre les composantes du mouvement communaliste du bien-fondé d'une telle méthode.* (Breugh)

« *Les résultats du plébiscite contribuent d'ailleurs à discréditer le recours aux urnes chez les partisans de la Commune. Le 1^{er} janvier 1871, le " Comité central républicain des vingt arrondissements " devient la " Délégation des vingt arrondissements ", indiquant ainsi une volonté renouvelée d'instaurer une Commune à Paris et même ailleurs en France. (...) L'assemblée générale des comités locaux de vigilance (d'arrondissement) qui vote le*

changement de nom proclame également la dissolution du comité central. (...) la Délégation représente une nouvelle coalition de gauche qui, à la suite des évènements de la fin octobre et du début novembre, opte pour la voie révolutionnaire pour l'établissement de la Commune à Paris.

« En fait, selon Breugh, la *Délégation des vingt arrondissements* se considère elle-même comme la Commune à instaurer. » Elle met en place un “ *comité d'exécution* ” dont la tâche est d'organiser l'insurrection contre le gouvernement de Défense nationale. Une affiche rouge placardée le 6 janvier 1871 lance un appel à la prise du pouvoir. Mais les révolutionnaires sous-estiment l'attachement qui subsiste encore envers le gouvernement. Seules quelques centaines de personnes se mobilisent.

Arrive la nouvelle de la signature d'un armistice avec les Prussiens ; elle rend furieux les Parisiens, car il méprise les sacrifices et les souffrances endurées depuis le siège de la ville. La *Délégation des vingt arrondissements* organise une nouvelle tentative de prise du pouvoir pour le 22 janvier. Mais, une nouvelle fois, la masse des insurgés manque au rendez-vous. Le gouvernement réprime brutalement. Il ferme les clubs, interdit les réunions politiques des communalistes, censure les journaux *Le Combat* de Félix Pyat et *Le Réveil* de Delescluze.

Les tentatives du 31 octobre 1870, du 6 janvier et du 22 janvier 1871 ont échoué. Mais elles ont enseigné aux révolutionnaires partisans d'une Commune à travailler ensemble dans l'action. Il y a d'une part la *Délégation des vingt arrondissements*, qui rassemble les militants les plus politisés, de l'AIT (Internationale), des partisans de Blanqui, des jacobins. D'autre part, des clubs, comme la Ligue républicaine, regroupent des éléments plus larges et plus modérés. Ils se concertent et parviennent à se doter d'un programme commun, la volonté d'instaurer une démocratie communaliste, une Commune révolutionnaire et socialiste à Paris. « Par rapport aux clubs et aux associations antérieurs, écrit Breugh, cette coalition présente une plus grande cohérence idéologique et vise à mieux concentrer les efforts révolutionnaires. Son contenu idéologique est l'avènement politique des travailleurs, la ruine de l'oligarchie politique dominante, la fin du féodalisme industriel et la réalisation de la liberté politique à travers l'égalité sociale. Au centre de ce nouveau mouvement se trouve la *Délégation des vingt arrondissements*, l'*Association internationale des travailleurs* et la *Chambre fédérale de sociétés ouvrières*. Cette coalition se compose donc des instances communalistes les plus dévouées et des militants les plus convaincus. »

Enfin, parallèlement à ce mouvement de regroupement, de coordination et d'entente politique, se constitue sur le plan militaire le *Comité central de la garde nationale*. L'objectif est là aussi de fédérer les diverses instances de la garde nationale. Certains membres de ce comité central sont d'ailleurs également membres du mouvement communaliste. De son côté, l'AIT incite ses adhérents de la garde nationale à se faire élire au Comité central.

Les élections vont donner à Paris une majorité d'élus républicains modérés ; la liste “ *révolutionnaire socialiste* ” obtient 15% des voix : c'est une minorité mais elle est importante. Car ces 15% ont des idées politiques claires et avancées, ceux qui les ont sollicité ayant combattu les illusions sur l'électoratisme et préconisé ouvertement, à plusieurs reprises, la nécessité de l'insurrection.

Le fruit de toute cette préparation, aussi bien de l'action et des tentatives révolutionnaires depuis le 31 octobre 1870, soit bientôt 5 mois d'intense activité politique, que

tout le travail de réflexion, d'éducation, de politisation et de préparation aux idées et aux comportements socialistes des années 1869, 1870, le fruit en sera la journée historique du 18 mars 1871.

Au delà du *Comité central de la garde nationale* et de la Délévation des vingt arrondissements, qui jouent un rôle à l'échelle de la capitale, il est très important de voir le rôle que jouent et vont continuer de jouer également les clubs durant toute la Commune. Car c'est à ce niveau que se passe essentiellement l'éducation politique et socialiste la plus large.

1871, LA PLEBE ET LES FORMES DE SON POUVOIR

« *Lors de la Commune de Paris de 1871, nous dit Breugh, les clubs se multiplient et se donnent comme objectif l'éducation populaire, la discussion et, à terme, l'action politique. On peut y prendre des nouvelles de l'arrondissement, débattre et organiser des actions politiques à venir. En tant que liens entre les instances officielles de la Commune et la plèbe parisienne, les clubs permettent de réduire au maximum la distance entre gouvernés et gouvernants. Au sein des trois grands lieux du pouvoir communal à Paris (l'Hôtel de Ville, les mairies et les rues), les clubs jouent un rôle politique primordial. En effet, les deux tiers des membres élus de la Commune proviennent du milieu des clubs et, sur vingt arrondissements, dix-huit sont majoritairement représentés par des communards issus du mouvement des clubs. Ces derniers sont à ce point importants pour la Commune qu'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur souligne avec force la grande responsabilité des clubs et des associations dans la révolution du 18 mars.* »

Breugh distingue trois niveaux d'action et de pouvoir des partisans de la Commune : à l'Hôtel de ville, s'organise l'administration civile et militaire de la ville ; dans les mairies d'arrondissement, interviennent les comités de vigilance et les clubs ; enfin, dans la rue, les squares, les lieux de rencontres publics (églises et autres salles de réunion), c'est là « *que l'opinion se forme, s'exprime et les militants communalistes y sont particulièrement présents* ». On peut ici ouvrir une incise pour dire que Mai 1968 connaîtra cette dernière forme de la participation de révolutionnaires socialistes à la formation des pensées et des idées, celle de la rue et des lieux publics, au contact le plus large avec la population.

A l'Hôtel de ville, on discute de l'organisation d'élections au suffrage universel, en vue de légitimer la révolution. Les avis sont partagés. La *Délévation des vingt arrondissements*, restant sur la ligne précédente, est plutôt pour une voie plus révolutionnaire que le simple suffrage universel, dont on a vu les limites à la fin de l'année 1870. Mais elle se rallie à l'idée d'élections, et travaille à assurer la présence de ses militants à la Mairie de Paris et dans les mairies d'arrondissement.

« *En agissant de la sorte, dit Breugh, la Délévation ouvre le projet communaliste aux républicains modérés et radicaux* ». Dans la pratique, l'élection sera essentiellement le fruit du travail des comités de vigilance présents dans chaque arrondissement. Car c'est le mouvement communaliste qui dispose « *d'une masse critique de militants expérimentés et dévoués. Un tel avantage numérique et organisationnel confère une majorité aux partisans de la Commune aux élections de mars, ce qui contribue au succès des idées et des candidats communalistes à Paris* ». Et Breugh conclut sur l'importance de ce travail d'apprentissage politique : « *La Commune élue demeure ainsi à l'image du mouvement communaliste d'avant*

le 18 mars et ceci en raison de l'apprentissage politique des clubs et des associations locaux ».

Breaugh tente de chiffrer la présence des clubs et associations qui mènent tout le travail d'apprentissage et de formation politique aux idées... « *communalistes* » dit Breaugh, nous dirions tout simplement « *communistes* »

- bien que l'on puisse aussi se poser la question de savoir si remplacer le terme de communiste par celui de communaliste permettrait de résoudre le problème de la mise en cause du mot communiste et de la nécessité de lui trouver un alternatif.

Il indique que, « *à son apogée (début mai 1871), le mouvement compte entre trente et trente-cinq grands clubs ainsi qu'un nombre encore plus important de comités et d'associations à vocation plutôt spécialisée (sur l'éducation et la question sociale, par exemple)* ». « *Certains " avis de rencontre " publiés dans les quotidiens de l'époque indiquent des réunions quotidiennes tandis que d'autres clubs ne convoquent des assemblées que trois fois par semaine* ». De même pour ce qui concerne le public qui participe aux réunions : « *les grands clubs dédiés aux affaires d'un seul arrondissement rassemblent les habitants de l'arrondissement en question. En revanche, les associations et comités plus spécialisés, portant sur l'éducation ou sur la place des femmes dans la révolution communaliste, attirent des citoyens de divers arrondissements. Toutefois, les associations spécialisées réunissent peu de participants. Cela est sans doute dû à la dispersion de celles-ci à travers Paris. Néanmoins (...) les clubs restent le lieu où " la masse anonyme de l'opinion s'exprime oralement* ».

« *La réunion des clubs et des associations d'arrondissements se caractérisent par la présence de femmes et même d'enfants. L'espace public communaliste s'ouvre ainsi, nous dit Breaugh, à des individus considérés jusque-là comme étant " apolitiques "* ». Malgré le contexte de guerre civile, la fréquentation des grands clubs d'arrondissement reste importante tout au long de la brève existence de la Commune. Au sein des clubs et des associations, « *des groupes restreints de militants sont chargés du bon déroulement des rencontres (...) ainsi que de la rédaction des manifestes et articles de journaux communalistes. La plupart des clubs semblent être dotés d'un tel noyau de militants dévoués occupant les fonctions d'orateur. Il en va de même en ce qui concerne les mairies d'arrondissement et la Commune de Paris dont l'administration civile et militaire est assurée par des militants de base dévoués.* »

QUELQUES LIGNES DE REFLEXION SUR L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES

A partir de ces études, nous pouvons définir un certain nombre de points importants quant à l'attitude des militants révolutionnaires, qui nous semblent d'autant plus essentiels à réfléchir pour assurer un caractère véritablement révolutionnaire à la transformation sociale que nous ne les apprenons malheureusement pas forcément dans les mouvements révolutionnaires contemporains :

- Breaugh sur le plan de l'action politique, comme Dalotel dans le cadre des discussions et des réunions, insiste pour indiquer la manière dont les militants de diverses tendances politiques peuvent s'accepter mutuellement, au lieu de se sentir obligés de chercher à mettre au point, comme c'est une vieille habitude, une sorte de plate forme commune, qui ne peut qu'affadir les idées de tous, puisque ce sera un dénominateur commun à chacun des points de vue politiques.

De même, l'on entend bien souvent dire que la situation d'émiettement des groupes politiques serait une cause d'inefficacité et de paralysie. Or, la Commune de Paris nous donne un exemple qui indique que cette manière de poser le problème est sans doute à revoir, que le problème n'est pas là. Les révolutionnaires des 20^{ème} et 21^{ème} siècle cherchent à se lier à la population, mais pour cela, ils ne font pas confiance aux idées socialistes, ils veulent d'abord à tout prix gagner soit la direction d'un mouvement, soit le contrôle d'un syndicat, et mettent leur programme dans leur poche. C'est à notre sens la cause de l'échec, mais eux continuent d'en accuser l'émiettement du mouvement.

« D'abord, nous dit Breugh, l'influence de plusieurs penseurs se manifeste dans les déclarations et l'action des communards : H. de Saint Simon, P-J Proudhon, P Leroux, Ch Fourier, A Comte, A Blanqui ne sont que quelques-uns d'entre ceux dont les écrits alimentent l'action de la Commune. Ensuite, les acteurs de la Commune sont issus d'un ensemble diversifié d'associations politiques telles que l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.), la Ligue républicaine des droits de Paris, le Comité central de la garde nationale et les francs-maçons. (...) Le principe de l'association qui sous-tend le lien humain sous la Commune agit, explicite Breugh, dans cette situation d'éclatement, comme une variable commune susceptible de rallier le grand nombre sans pour autant effectuer la synthèse des différentes doctrines et approches (c'est nous qui soulignons). Le lien de l'association ne conduit ni à l'unité ni à l'indivision. Il assure une forme d'entente qui repose sur la reconnaissance des différences au niveau des idées et des approches ».

- Il découle de ce choix que l'on accepte non pas comme un handicap mais comme une chance et une richesse ce foisonnement des positions politiques, et que l'on regarde alors avec une tolérance bienveillante les avis politiques des autres. Il en découle aussi pour les gens du peuple, les premiers intéressés par ces idées, qu'ils ne verront pas comme des points de vue entre lesquels il faut obligatoirement n'en choisir qu'un pour le considérer comme du pain béni, pour ensuite considérer les autres comme des aberrations à rejeter et à condamner. Cela poussera au contraire à la réflexion personnelle de chacun, réflexion indispensable sans laquelle les idées, de toute manière, ne deviendront pas leurs idées, resteront fragiles et sujettes à rejet à la première difficulté.

« Il importe de le souligner, dit là-dessus Breugh, les communards acceptent les divergences. Autrement, un espace de discussion et d'action est ouvert à ceux qui acceptent le principe de la Commune. On peut librement mettre en cause les acteurs principaux de celle-ci ainsi que les actions du comité central. Par contre (...) les militants des clubs et des associations d'arrondissements arrêtent et emprisonnent certains adversaires de la Commune. En plus des prêtres, les anciens policiers et les propriétaires sont des cibles prisées par les communards. »

- Autre point lié à cette conception différente, la reconnaissance et l'acceptation d'une minorité en politique. Là aussi, l'on peut constater que l'extrême gauche actuelle est en quelque sorte contaminée par la pratique bourgeoise qui veut que la ou les minorités politiques doivent se taire et se soumettre à la majorité. Nous avons vu, en étudiant un peu les peuples dits premiers, qu'ils ont au contraire un système politique qui recherche et prend tout le temps nécessaire pour trouver une position d'unanimité et qu'il se refuse à prendre des options qui laissent des laissés pour compte, quel qu'en soit le nombre.

« La scission entre une majorité et une minorité au sein du conseil de la Commune relève également, écrit Breugh, d'une reconnaissance de la division et du conflit. Particulièrement visible lors du débat entourant la désignation d'un Comité de salut public, la division majoritaire / minoritaire est consubstantielle à l'existence même de la Commune. En effet, dès le début des délibérations communales, des différences de sensibilités et d'orientations se manifestent au conseil. Le lien fondé dans l'association ne les a pas atténuées, mais il a néanmoins assuré une certaine collaboration entre les factions présentes au sein de la Commune. Ainsi l'association est-elle un principe qui permet le rapprochement de personnes différentes ; rapprochement qui préserve cette même différence. En définitive, le lien de l'association ne traduit pas une volonté d'indivision, mais témoigne d'une légitimation de la division et du conflit en politique.

• Il y a également quelque chose de neuf dans le gouvernement que se donne la plèbe, les Communards. Il y a certes une forme centrale, mais elle n'aspire pas à tout contrôler, tout diriger. Bien au contraire, elle agit en lien vivant avec les organismes de base les proches de la population.

« Le gouvernement communal, dit Breugh, ne souhaite pas diriger, comme le fait l'Etat gubernator, mais accepte qu'il y ait réciprocité entre les instances gouvernementales et les instances démocratiques locales. L'expérience communale tient justement à l'idée d'une souveraineté qui ne se loge pas uniquement dans l'appareil gouvernemental mais qui s'exerce dans les associations et les clubs d'arrondissement. (...) A la " raison d'Etat " et au " machiavélisme " primaire de l'Etat français à Versailles, la Commune oppose donc des formes d'organisation politique respectueuses de la condition politique humaine, c'est-à-dire des formes d'organisation qui sont avant tout soucieuses du grand nombre et qui permettent aux citoyens de prendre une part active aux instances décisionnelles (...)

Parmi les indications que nous offre l'expérience communale quant au type de raison qui pourrait se substituer à la raison d'Etat, on peut dégager l'idée d'une rationalité plutôt préoccupée par la justice que par le rendement économique ou par l'efficacité. C'est ce que l'exemple (...) de la suppression du travail de nuit des boulangers pourrait confirmer. Faut-il le préciser, des organisations comme Lutte Ouvrière mettent au contraire l'efficacité, la rationalité économique, au premier rang des préoccupations d'un Etat ouvrier, escomptant que la justice sociale se développerait de manière en quelque sorte automatique, du fait des transformations des règles du jeu économique. Le choix de placer l'idée de justice sociale d'une manière volontairement désignée au premier rang serait un moyen de rendre cette préoccupation plus et mieux partagée, et aiderait à obliger qu'elle soit l'objet d'une surveillance assidue dans les lieux où, au vu des expériences passées, risque justement de se former une bureaucratie, une forme ou une autre de couche de privilégiés.